LE THÈME A ÉTÉ DÉBATTU À LA MAISON DE JEUNES DE LOMBARD À TIARET

Pour que la pédophilie ne reste pas taboue

La rencontre de sensibilisation sur la pédophilie organisée avant-hier au niveau de la maison de jeunes du quartier des Frères-Besseghir (ex-Lombard) à Tiaret a permis aux participants de disséquer un phénomène en nette recrudescence, si l'on tient compte des statistiques officielles dévoilées pour la circonstance.

Selon un bilan comparatif présenté, les cas d'expertise médico-légale de pédophilie sont passés de 32 en 2009 à 34 en 2010 pour s'élever à 48 en 2011. «Mais la réalité est tout autre, dira l'intervenante, dans la mesure où les parents dont les enfants ont été victimes préfèrent, pour diverses raisons, adopter le silence.» Abordant le sujet dans sa profondeur, le médecin légiste devait, par ailleurs, illustrer son intervention par des exemples macabres, tel le cas de cette petite fillette tuée et jetée dans une décharge au quartier Louz, à Tiaret après avoir subi des violences sexuelles. Les cas d'inceste, et autres perpétrés par des imams, ont été aussi cités lors des débats. D'ailleurs, c'est ce qui a poussé le représentant de la Direction des affaires religieuses à apporter des précisions, priant au passage l'assistance à ne pas confondre entre les vrais et les faux imams.

Le thème du jour a été traité, par ailleurs, du point de vue psychologique, ce qui a permis à l'assistance de s'imprégner des causes et des conséquences de ce phénomène dévastateur. La démission des parents, l'aspect tabou du fléau ou encore l'absence de sensibilisation ont été évoqués comme étant des facteurs favorisant ce phénomène. L'ampleur est telle que la mobilisation de tous, à commencer par la famille, les enseignants, les associations est vivement recommandée, a tenu à préciser une enseignante. Dans le même chapitre, la représentante de la police judiciaire a présenté un exposé détaillé, mettant en exergue les procédures juridiques liées au fléau à même d'évoquer le rôle du service de la police pour la protection de l'enfance.

Cela dit, les participants à cette journée, dont de nombreuses associations, devaient saluer l'initiative tant que le thème du jour concerne «l'innocence» en premier degré.

Mourad Benameur

QUARTIER DE L'HIPPODROME D'ORAN

Les résidents excédés par les nuisances des chambres froides

Depuis 2006, les résidents du quartier de l'hippodrome d'Oran subissent un désagrément qu'ils qualifient eux-mêmes de «véritable calvaire» en raison de la présence de chambres froides fonctionnant sans discontinuité.

De jour comme de nuit, les habitants de ce quartier résidentiel près de Saint-Eugène doivent supporter les bruits engendrés par les moteurs et la ventilation de ces chambres froides.

Et cela sans oublier les va-et-vient, tout aussi incessants, des camions qui, à leur tour, représentent un danger pour les enfants qui se rendent à l'école. Depuis des années, des démarches ont été entreprises auprès des autorités locales pour les alerter sur cette situation insupportable et demander une délocalisation de ces chambres froides.

S'appuyant sur une réglementation qui, dans les faits, interdit l'installation d'activités de ce type en milieu urbain, les habitants espéraient se voir délivrer de cette nuisance par une décision de délocalisation. En vain, puisque depuis 6 ans rien n'a évolué. Et beaucoup s'interrogent sur ce silence des pouvoirs publics et leurs inactions. Par ailleurs, cet appel des résidents du quartier de l'hippodrome met en relief un aspect plus largement répandu et trop souvent occulté en matière d'aménagement et de développement urbains. En effet, ces dernières années, dans pratiquement tous les quartiers d'Oran, l'on assiste inexorablement à la disparition de la notion de «résidence», mise à mal par la multiplication des services, commerces, y compris des ateliers s'installant désormais dans plusieurs quartiers résidentiels et en milieu urbain.

Stress, sentiment d'insécurité, nuisance pour la santé selon l'activité, tels sont les maux que l'on rencontre le plus souvent et qui empoisonnent la vie des habitants.

Fayçal M.

AÏN SEFRA

Une émission radiophonique tourne au vinaigre

«Mine El-Baladayate» (en direct des communes) est une émission radiophonique traitant des problèmes de l'heure que diffuse chaque jeudi, en direct, la radio régionale de Naâma à travers ses ondes. Elle a pour invité le maire et les citoyens avec questions-réponses.

Pour ce jeudi 23 février, l'émission a été programmée à partir de la commune Aïn-Sefra à 11h. Le maire s'est présenté avec son premier vice-président, et dans l'autre camp, les citoyens bien sûr.

Deux membres de cette assemblée faisaient partie du camp adverse. Ces derniers voulaient toutefois s'enquérir sur des factures salées réglées à des fournisseurs ? Chose qui a déplu à l'invité de l'émission, en l'occurrence le maire. Le coup de théâtre commence alors, insultes, altercations, l'émission s'interrompe, puis reprit quelques instants, finalement l'émission tourne au vinaigre, pour s'interrompre définitivement. Après quoi, tout le monde quitte la salle et la rue deviendrait alors un ring de boxe.

N'était la sagesse des notables qui sont intervenus à temps, le bilan aurait, selon toute vraisemblance, été lourd, heureusement que le maire et son adjoint ont vite quitté les lieux.

Jusqu'à treize heures, la situation était encore tendue entre les nombreux citoyens. Rappelons que dernièrement, des citoyens ont protesté avec des banderoles devant l'hôtel de ville d'Aïn-Sefra, demandant le départ du maire.

La manifestation a été conduite par un élu opposant, en la personne de M. Laguid Brahim, qui a remis une requête (à la presse) adressée au premier responsable de la wilaya, et dans laquelle l'élu dresse un réquisitoire sur la gestion de la commune. Notons, enfin, que durant ce mandat, six membres élus ont été écartés de cette assemblée.

Il y a eu d'abord la démission de M. Abdelali Benkhedda, puis la démission de M. Slimane Benyahia, ainsi que la mise à l'écart du deuxième et troisième vices-présidents (M. Benouaz Mohamed et Saddok Abdelkader), M. Laguid Brahim et enfin M. Bensalem Déchira.

A quelques mois de la fin du mandat de l'APC, rien ne va plus au sein de cette assemblée depuis son installation. Le grand perdant, c'est le citoyen «sefraoui», ni plus ni moins.

Au premier responsable de la wilaya d'ouvrir une enquête sur ce qui ne va pas au sein de cette assemblée, pour déterminer les responsabilités de chacun, car les prochaines échéances éléctorales pointent à l'horizon.

B. Henine

Infanticide à Mécheria

Après une enquête diligentée par la police judiciaire de Mécheria sur le meurtre d'un nouveau-né, retrouvé abandonné dans un sac, dans une maison déserte, le coupable a été identifié. Il s'agit de la mère du nourrisson, Y. M., une jeune fille célibataire, âgée de 23 ans, qui a tué et abandonné son bébé.

Elle s'est débarrassée de sa progéniture avec la complicité de la dénommée Z. H., âgée de 56 ans, sage-femme à l'hôpital de Mécheria. Présentées au parquet, les deux mises en cause ont été placées sous mandat de dépôt. La deuxième complice a été, elle, placée sous contrôle judiciaire, ont indiqué les services de la PJ de Naâma.

B. H.

Arrestation d'un réseau de trafiquants de drogue

C'est au niveau d'un barrage fixe de la Gendarmerie nationale dressé à Abdelmoula, wilaya de Naâma, sur la RN22, après une fouille systématique effectuée sur une personne suspecte qui voyageait à bord d'un autocar assurant la liaison Tlemcen-El Bayadh, que 700 g de kif traité ont été trouvés en possession.

Après enquête, elle avoua qu'elle a été chargée par un fournisseur opérant dans la région de Tlemcen de transmettre la quantité en question à un trafiquant de drogue résidant à El-Bayadh. Lors de la perquisition du domicile du fournisseur à Tlemcen, 4 kg de kif traité ont été découverts.

Ce réseau de trafic de drogue, démantelé par la Gendarmerie nationale de Naâma, est composé de cinq dealers âgés de 30 à 40 ans, dont trois ont été écroués, a indiqué la gendarmerie.

B. Henine

CONSTANTINE

Les habitants de Bekira ferment la RN3

Des dizaines d'habitants de la cité Bekira, relevant de la daïra de Hamma Bouziane, ont fermé, durant toute la journée d'hier, la RN 3 reliant Constantine à Skikda au niveau du lieu-dit Oued Ziad, pour protester contre la dégradation de leur cadre de vie. Les protestataires, dont la cité se trouve à mi-chemin entre le chef-lieu de wilaya et la commune de Hamma Bouziane, entendent, à travers cette action interpeller les autorités locales, à leur tête le wali de Constantine sur la situation «intenable et peu reluisante» dans laquelle ils vivent.

Aussi, ne savant plus à quel saint se vouer, ils ont réclamé l'inscription d'un programme de développement d'urgence au profit de leur cité, visant l'amélioration de leur quotidien. Les problèmes soulevés par ces derniers portent, entre autres, sur la dégradation des routes, la perturbation de l'alimentation en eau potable et le chômage.

Les manifestants, qui ont refusé la libération de cette artère à grande circulation, ont tenu à dénoncer également la fuite en avant des élus de la commune de Hamma Bouziane, lesquels, selon leurs dires, «n'ont rien entrepris depuis leur installation à la tête de la commune».

F. B.

SIDI BEL-ABBÈS

Les citoyens de Marhoum saccagent le siège de la daïra et ferment l'hôpital

La localité de Marhoum est depuis samedi dernier le théâtre d'actes de saccage et de regroupement de plusieurs centaines d'habitants (un millier environ), en colère après l'accouchement d'une femme devant le portail de l'EPSP (Etablissement de proximité de santé publique). Les manifestants, une centaine au début de la contestation, ont été rejoints par des centaines d'autres. Ils ont assiégé l'établissement de santé avant de le fermer carrément, paralysant son fonctionnement. Ivres de colère, ils se sont dirigés vers le siège de la daïra qui a fait l'objet d'actes de saccage.

En effet, les portes et vitres ont volé en éclats. Les contestataires exigeaient la présence du wali tout en demandant la présence du ministre de la Santé dans la journée d'hier dimanche pour faire aboutir leurs revendications. Ils exigent le départ du directeur de l'EPSP, plus de médecins et sages-femmes, la sanction des personnels de l'établissement à l'origine de cet accouchement dans la rue. Pour clore leur plateforme de revendications, les manifestants demandent à ce que l'Etat laisse paître leurs troupeaux dans les champs de alfa et de chih, actuellement protégés par un programme.

Les contestataires ne décolèrent pas et leurs rangs grossissaient au fur et à mesure que leur mouvement prenait de l'ampleur. Décidés à se faire entendre, ils ont radicalisé leur mouvement de protestation en attendant l'arrivée des pouvoirs publics. Le wali devait s'y rendre dans l'après-midi.

Pour rappel, dans la matinée de samedi dernier, une parturiente s'est rendue à l'EPSP pour accoucher mais pour des considérations qu'on ignore, elle n'a pas été admise, et c'est dans la rue que celle-ci, prise de fortes contractions ,a été délivrée par les femmes qui l'accompagnaient. Une situation qui a été le détonateur de la contestation qui enfle toujours à l'heure où nous rédigeons cet article.

A. M.

Démantèlement d'un réseau de voleurs de véhicules

La Sûreté de Sidi Bel Abbès est parvenue, dernièrement, à démanteler un réseau de voleurs de véhicules, une opération qui s'est soldée par l'arrestation de 6 membres de ce réseau résidant à Sidi Bel-Abbès et à Oran. C'est suite au vol de 3 véhicules, au mois de novembre dernier à Sidi Bel Abbès, que la police a pu identifier les auteurs qui furent dernièrement arrêtés. Les malfaiteurs volaient des voitures à Sidi Bel-Abbès pour les revendre à Oran.

Un seul véhicule de marque Hylux a été récupéré dans le cadre de cette affaire et remis à son propriétaire. Les six accusés ont été écroués par le procureur de la République de Sidi Bel-Abbès

A. M.